

CONSEIL DES PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT

Temmar mis en minorité

C'est officiel, les présidences des Sociétés de gestion de participation de l'Etat (SGP) sont désormais rattachées aux ministères de tutelle.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La décision a été prise avant-hier, lors de la réunion qualifiée «d'urgence» du Conseil de participations de l'Etat (CPE) et lors de laquelle il a été décidé d'une nouvelle reconfiguration de la gestion des capitaux marchands de l'Etat.

Selon une source sûre, cette nouvelle reconfiguration aura pour conséquence la révision partielle de la stratégie jusque-là menée par les pouvoirs publics dans la sphère économique.

Ainsi en termes pratiques, ce rattachement se distingue d'une manière particulière, puisque pour une même SGP, on trouvera au moins deux ministères de tutelle à qui cette dernière (SGP) doit rendre compte. C'est le cas, à titre d'exemple, de la SGP Segro, en charge de la gestion des portefeuilles des entreprises du secteur de l'agroalimentaire, qui aura comme vis-à-vis deux départements ministériels. Il s'agit des ministères de l'Industrie et de l'Agriculture.

En d'autres termes, le département de Mahmoud Khedri dispose depuis samedi dernier d'un droit de regard direct sur des entreprises comme les ERIAD, l'Enasucré, les entreprises des eaux minérales ou encore ce qui reste du groupe ENCG, alors que des groupes tels que Giplait, Avicola, l'ONAB pour ne citer que ceux-là, seront rattachés au ministère de l'Agriculture et du développement rural.

Cette nouvelle donne a été qualifiée par des syndicalistes du secteur de l'agro-alimentaire de «très bénéfique pour les entreprises». Selon le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des industries agroalimentaires, «cette nouvelle reconfiguration arrange nos entreprises, notamment celles considérées comme sensibles et tributaires des fluctuations des matières premières sur le marché international». «Avec

cette nouvelle donne, les entreprises relevant des groupes du secteur alimentaire bénéficieront de l'assistance directe de leurs ministères de tutelle alors que l'Etat régulateur disposera d'instruments juridiques appropriés pour faire face à la conjoncture économique», explique pour sa part un expert en économie.

Questions : Avec cette donne, les SGP sont-elles, à court terme, menacées de disparition, comme ce fut le cas pour les holdings ou les fonds de participations ? Le rattachement des présidences des SGP aux ministères de tutelle augure-t-il d'un rétrécissement des prérogatives du département des Participations et de la Promotion des investissements ? Tout porte à le croire, sachant que depuis quelques temps, on indique de plus en plus que le courant ne passe plus entre Abdelaziz Belkhadem et Abdelhamid Temmar. Le chef de l'exécutif a revendiqué même l'intervention du premier magistrat du pays pour trancher sur le différend qui oppose les deux responsables.

Ceci étant, il est important de rappeler que les responsabilités du ministre chargé des Participations s'exercent autour de deux missions. Il s'agit de «la mission de suivi de la gestion des participations de l'Etat dont la valorisation a été confiée aux sociétés créées à cet effet (SGP) et de la mission d'impulsion et de promotion de l'investissement exercée par le biais de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), dont elle assure le suivi opérationnel de l'ensemble des activités».

Le ministre des Participations exerce en outre, conformément à l'ordonnance 01.04, la mission de secrétaire du Conseil des participations de l'Etat, organe décisionnel en matière de privatisation. Il introduit également auprès de cette instance les dossiers de privatisation qui lui



Temmar perd son duel avec Belkhadem.

auront été préalablement proposés par les SGP, comme il est chargé du suivi de la mise en œuvre des résolutions adoptées par le CPE.

Pour leur part, les SGP sont des entreprises publiques économiques en la forme juridique de Sociétés par actions, SPA, à capitaux exclusivement publics et détenus directement et en totalité par l'Etat.

Leurs missions consistent en la gestion et la surveillance stratégique des actions détenues pour le compte de l'Etat dans les Entreprises publiques économiques (EPE).

Enfin, la portée du mandat d'un directeur de la SGP se concrétise par la «traduction et la mise en œuvre en les formes commerciales qui conviennent, les plans de redressement, de réhabilitation et de développement des EPE». Il s'agira également de «traduire et mettre en

œuvre en les formes commerciales qui conviennent les programmes de restructuration et de privatisation des EPE».

Cela étant, il est important également de noter que dans une perspective «d'assouplir et de dynamiser le processus décisionnel en matière de partenariat-privatisation, le Conseil de participations de l'Etat a chargé les SGP par voie de résolution d'engager des discussions et négociations préliminaires, au titre de démarches exploratoires auprès de partenaires potentiels ayant dûment exprimé leur intérêt à participer à des actions de partenariat, d'ouverture de capital et de privatisation.

La question qui reste toutefois posée est celle de savoir si avec cette «reconfiguration», le principal enjeu qui est celui de la privatisation des EPE est relégué à l'arrière-plan ?

A. B.

DES ÉDIFICES PUBLICS Y ONT ÉTÉ INCENDIÉS

Emeutes à Timimoun

La ville de Timimoun, connue pour son hospitalité légendaire et son accueil, était samedi en ébullition. Pour cause, aux alentours de 19h, un groupe de jeunes (entre 60 et 100 disent les uns, beaucoup plus pour d'autres) descendirent dans la rue pour s'en prendre à des édifices publics.

Les locaux de plusieurs administrations (impôts, domaines, Algérie Télécom) furent saccagés et incendiés.

Les rues et ruelles avoisinantes furent barricadées pour bloquer le passage éventuel et leur permettre d'agir vite.

Un véhicule de type 4x4 appartenant à Sitel n'a pas été épargné. Il subira les frais de la colère de ces jeunes abandonnés par la raison et la sagesse. Les barricades étaient confectionnées de vieux pneus, de pierres et d'objet hétéroclites.

D'après les rumeurs colportées de bouche à oreille, les uns affirment que certains jeunes se sont présentés au siège de l'APC et n'ont pas été reçus. D'autres rapportent le contraire.

Il est aussi question de la distribution de locaux commerciaux non effectuée, de l'emploi et d'un ras-le-bol généralisé, tel que l'état des routes et beaucoup d'autres choses qu'il faudrait revoir et sur lesquelles, il faudrait sérieusement se pencher.

Timimoun vivait un moment terrible où le carnage était roi. A titre d'exemple, les micro-ordinateurs étaient carrément jetés à même le sol et on s'amusait à y mettre le feu, ce qui provoquait des explosions dans un bruit assourdissant.

Après l'intervention musclée des forces de l'ordre et l'utilisation de bombes lacrymogènes, les manifestants se dissipèrent et la ville retrouva son accalmie aux environs de 20h30.

Aujourd'hui, du renfort est venu prêter main-forte aux éléments de sécurité afin de rétablir le calme d'une manière définitive et de maîtriser cette situation explosive et ubuesque qui se termine, hélas, par des dégâts matériels considérables.

Les habitants en alerte maximale étaient stupéfaits à l'annonce de la nouvelle, certes guère habitués à ce genre de dérapage et n'en revenaient pas.

Leurs édifices brûlaient sous leurs yeux. Incompréhensible !

El-Hachemi S.

11^e CONGRÈS NATIONAL DE L'UGTA

Le nombre des délégués sera connu aujourd'hui

Le nombre des délégués au 11^e congrès national de l'UGTA sera connu aujourd'hui. Il sera rendu public à l'occasion d'une réunion du secrétariat national avec les secrétaires généraux des unions de wilaya.

La répartition du nombre des congressistes par wilaya, déjà fixée au niveau du département de l'organique et avalisée lors de la dernière réunion du secrétariat national, constituera le principal point de l'ordre du jour de cette réunion qui se tiendra au centre de la Mutuelle des travaux publics de Zéralda.

Conformément donc au statut et au règlement intérieur, le nombre des délégués congressistes par wilaya doit être conforme au principe de prorata du nombre des syndiqués par structure verticale. Selon des indis-

crétions, le nombre des délégués au 11^e congrès sera de 800. Ajoutez à cela les membres sortants de la commission exécutive nationale (CEN), au nombre de 180.

Il est à rappeler que lors du 10^e congrès qui s'est tenu en octobre 2000, la wilaya d'Alger et celle de Constantine avaient le plus grand nombre de délégués congressistes, d'où la rivalité entre Sidi Saïd et Amar Mehdi pour la course au poste de secrétaire général. Toutefois, il n'en demeure pas moins que le congrès de l'UGTA, qui se tiendra dans moins de quarante jours, se fera alors que les structures de certaines unions de wilaya et de fédération n'ont pas encore été renouvelées.

Aussi, la réunion d'aujourd'hui sera, selon certaines sources, marquée par l'intervention du secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Saïd. Outre les orientations organiques, il

n'est pas exclu que le premier responsable de la Centrale syndicale évoque la question socioéconomique que traverse le pays. Le retard accusé dans la finalisation des statuts particuliers des travailleurs du secteur de la Fonction publique ou encore la reconfiguration de la gestion des capitaux marchands de l'Etat avec le rattachement des SGP au ministère de tutelle constitueront à coup sûr les deux principaux points qu'évoquera sans aucun doute Sidi Saïd.

Sur un autre chapitre, il est important de noter que les assises du 11^e congrès seront précédées par la tenue de la dernière réunion de la commission exécutive nationale. Conformément au statut, cette dernière, considérée comme l'instance suprême entre deux congrès, est appelée à statuer sur le bilan du secrétariat national sortant.

Abder B.